

# Rapport politique – Fabien Roussel

*Conseil national*

Merci. Et de mon côté, je viens aussi de réduire fortement l'intervention que j'avais prévue de faire ce matin. Donc si vous y voyez des angles morts, excusez-moi par avance, mais je voudrais aller vite et laisser la place au débat. Maintenant que notre parti dispose de son nouvel exécutif national et donc d'une équipe prête, à mettre en mouvement l'ensemble du parti en lien avec son Conseil national.

Donc quelques mots d'introduction pour ce premier rendez-vous. Je voudrais tout d'abord saluer les nouveaux arrivants de notre Conseil national. Vous faites partie de cette instance de direction qui est appelée à se réunir une dizaine de fois dans l'année et à prendre des décisions importantes pour notre parti, pour notre pays, dans un contexte qui a rarement été aussi incertain, dangereux, voire menaçant pour l'humanité.

Notre monde a subi de multiples crises et les peuples en souffrent comme jamais. La France n'est pas épargnée. La rentrée va être chaude comme l'a été cet été, mais chaude socialement. La situation est explosive, Les mobilisations sont nombreuses et prévues en cette rentrée. Je vais y revenir. Nous allons aussi avoir des élections sénatoriales le 27 septembre prochain. Nous allons d'ailleurs désigner plusieurs chefs de file tout à l'heure, et quatre de nos sénateurs et sénatrices sont en campagne pour leur réélection.

Il y a là aussi un enjeu important pour notre groupe. Cécile en dira un mot. Le Parti communiste français entend aussi prendre toute sa place dans le grand débat qui s'annonce pour proposer une alternative de progrès et de paix, mais aussi pour animer les luttes. Notre choix de présenter une candidature à cette élection présidentielle est donc important, tout comme celui de créer les conditions, de faire élire un maximum de députés communistes à l'issue des législatives et d'avoir un groupe.

C'est pourquoi, dans notre agenda de travail, nous devons faire du 3 au 6 septembre - la date du vote des communistes pour déterminer définitivement le choix de leur candidat - , un moment fort de cette campagne pour pouvoir nous donner de la force. En tant que dirigeants du CN nous avons chacun un rôle à jouer dans nos fédérations pour faire de ces trois jours un temps de mobilisation pour la campagne.

Et dès maintenant, les fédérations doivent veiller à ce que les sections, les cellules aient bien prévu d'ouvrir les sièges. C'est dans quinze jours et c'est donc maintenant que les convocations doivent partir pour organiser le vote, pour tenir des assemblées de rentrée, pour échanger avec les adhérentes et les adhérents. Et à l'issue de cette journée du 6 septembre, le dimanche soir, je devrais m'exprimer pour annoncer officiellement ma candidature.

Et donc le poids du vote sera important pour cette expression que j'aurai dans un média. Il sera donc important de montrer durant ces trois jours que notre parti, sa force militante, est mobilisée et déterminée à s'engager dans la bataille.

Un mot maintenant sur le contenu de cette rentrée. D'abord, je voudrais remercier celles et ceux qui ont bien voulu répondre à la demande de note estivale de devoirs de vacances que j'avais demandés à chacun et chacune.

Nous avons reçu près d'une centaine de contributions. Merci pour ceux qui se sont prêtés à cet exercice. Beaucoup de ces propositions font partie de notre corpus commun. D'autres vont au-delà. Nous aurons l'occasion d'en reparler. Je ne vais pas d'ici en faire la liste exhaustive. Je veux vous en donner quelques aperçus, parce qu'elles illustrent ce que nous pouvons porter dans le débat.

Et encore une fois, ça ne veut pas dire que les autres ne sont pas importantes. Et vous serez destinataires de l'ensemble de ces propositions. Mais je cite quelques éléments qui me semblent pour moi, importants à mettre dans le débat de cette rentrée. L'augmentation de 300 € nets de tous les salaires inférieurs à 3 000 € nets et une hausse de 30 % de la valeur du point d'indice dans la fonction publique.

Nationalisations à mettre à l'ordre du jour, dont celle de Total. Une sécurité sociale à 100 % pour un remboursement des soins de santé à 100 %. Pour le climat, avec des mesures d'urgence qui sont attendues. La rénovation thermique globale avec l'objectif de 1 million de rénovations d'ampleur des logements par an et la pose de 2 millions de pompes à chaleur annuelles financées par un budget de l'Anah porté à 25 milliards d'euros par an, dont 3 milliards pour le logement social.

Un leasing social automobile de masse avec la diffusion d'un million de véhicules électriques à bas coût pour moins de 10 000 € à l'achat, ou moins de 100 € par mois de leasing pour les classes populaires et les classes moyennes, et avec l'objectif de relocaliser la production en France de ces véhicules à Flins et à Poissy. La création d'un Conseil national de la réindustrialisation et déclarer l'industrie comme grande cause nationale.

Engager des pourparlers dès l'automne avec l'ensemble des organisations syndicales et patronales pour formaliser dix mesures de relocalisation stratégiques, avec par exemple, la mise en place d'une commande publique, patriotique et écologique pour garantir l'achat de l'acier coulé en France dans les grands chantiers publics que nous entamons, ou encore dans les questions de sécurité pour les gens.

La mise en place d'une garantie de sécurité du quotidien, avec une vraie police de proximité. Résumé par une autre camarade en une phrase. Plus de sécu, moins d'obus.

Voilà quelques idées propositions qui ont été faites. Nous pourrions adresser à celles et ceux qui le souhaitent un document de synthèse de l'ensemble de ces propositions. Il y en a plus d'une centaine.

La France de cette fin d'été 2026, en tout cas vous l'avez toutes et tous souligné, est confrontée à une série d'événements d'une gravité exceptionnelle, mais qui affectent surtout les plus fragiles et les plus précaires. Et c'est cela qu'il faut dire. Tout l'été, la France a vu rouge avec des épisodes caniculaires qui se sont multipliés avec de tristes records écoles fermées, hôpitaux saturés, salariés en difficulté, logements invivables.

La France a étouffé et nos concitoyens et concitoyennes ont payé le prix de l'impréparation et des choix faits depuis 40 ans. Il faut que nous le disions, la canicule est une violence de classe. On ne suffoque pas de la même manière dans un palace avec des gouvernantes et de la clim, que dans un grand bureau climatisé ou dans un appartement qui est une véritable passoire thermique ou sur un chantier.

Les riches ne meurent pas sous la chaleur. Ce sont les plus fragiles, les plus précaires d'entre nous qui en souffrent. Des enfants, des personnes âgées, celles et ceux qui vivent dans les quartiers populaires, qui vivent seuls, qui souffrent de solitude aussi, qui sont éloignés des services publics. Ce ne sont pas les riches qui souffrent de l'inaction climatique. Et puis il y a aussi les travailleurs et les travailleuses, parfois obligés de travailler dans des conditions extrêmement pénibles.

Et les chiffres sont terribles 7 300 morts de la canicule. Et ces chiffres sont encore provisoires. Sur le front des incendies, c'est plus de 100 000 hectares de terres brûlés. La terre souffre aussi. Des centaines d'habitations détruites, des départements entiers ravagés par les incendies. Quatre pompiers morts et pour la seule Gironde, 126 pompiers ont été blessés, 39 000 entreprises et 100 000 salariés ont été touchés, directement ou indirectement.

Alors, le ministre peut clamer haut et fort que le budget de la sécurité civile a augmenté. La réalité, c'est qu'en 20 ans, près de 1 800 centres de secours ont été supprimés, alors que les feux de forêt ont été multipliés par quatre. Plus de 1 000 camions-citernes feux de forêt ont été perdus, selon la CGT des agents du SDIS.

Et il manque des Canadiens qui étaient pourtant promis. Nos parlementaires sont intervenus à de nombreuses reprises sur ces sujets. Nos groupes ont proposé des amendements pour donner des moyens à la force de sécurité civile, et c'est pour cela que c'est tout naturellement que nous serons présents le 29 septembre prochain. aux côtés des pompiers qui appellent à une large mobilisation à Paris, il faudra être présent.

Je voudrais bien sûr, au nom du Conseil national de notre parti, rendre hommage à toutes ces professions, aux agents du service public mobilisés, mais aussi aux citoyens et citoyennes, aux associations, aux agriculteurs qui ont fait le choix aussi d'être à leurs côtés pour jouer un rôle auprès des professionnels. Face à ces ravages, je salue aussi les camarades, les élus communistes, les responsables de fédérations concernés dans ces départements qui ont dû aussi mettre leurs vacances en pause et être présents pour agir, aider, organiser la solidarité.

Et les nombreuses collectivités, dont des maires communistes, qui ont également choisi d'apporter le soutien financier aux territoires concernés. Répondre à ces enjeux, c'est donc une question politique de toute première importance. Je le rappelle, c'est une question de classe. C'est une question de choix de société. C'est pour cela que tout l'été et nous le ferons à la rentrée, nous avons appelé à des ruptures fortes, à des mesures d'urgence immédiates, mais aussi à des mesures de plus long terme que nous portons avec notre plan climat.

Je ne vais pas les rappeler ici, et nous savons bien que l'ampleur du dérèglement climatique et les urgences vitales qui en découlent imposent un changement profond de cap. C'est pourquoi notre plan climat prend tout son sens. Je le rappelle, nous sommes la seule force politique à avoir modélisé une sortie des énergies fossiles pour atteindre la neutralité carbone en 2050, tout en favorisant le progrès social, l'emploi, la création de richesses socialement utiles.

Nous sommes la seule force politique à prévoir un financement de ce plan, à reprendre le pouvoir sur l'argent, allant au-delà de la simple taxation des plus riches ou d'un ISF climatique. Car les investissements à mettre en œuvre sont colossaux. Il faudra aller plus loin et remettre en cause ce système. Il faut profiter de cette prise de conscience qui existe dans le pays pour faire connaître nos propositions et notre ambition pour la France et pour le peuple de France.

L'austérité est un piège mortel dans lequel les libéraux continuent de vouloir enfermer les peuples. Et malgré toutes les preuves qui s'accumulent, ceux-là mêmes qui sont au pouvoir depuis des années, continuent de vouloir imposer toujours plus de purge contre nos systèmes de protection, de redistribution sociale, contre nos systèmes de santé, nos systèmes éducatifs et l'ensemble de nos services publics.

Pourtant, les Français l'ont dit cet été, le disent à la rentrée ils veulent plus de pompiers, plus de soignants, plus de protection, de sécurité, plus de justice, plus de service public, plus de sécurité sociale. Et pourtant, le gouvernement annonce de nouvelles saignées dans les budgets des familles comme dans la dépense publique. Ce gouvernement et ce président resteront au service des plus riches jusqu'au bout.

Avec ce paradoxe qui saute aux yeux de tous et qu'il faut marteler. Ce président et ce gouvernement refusent que l'on taxe les milliardaires. Mais il nous explique tous les jours qu'il faut absolument mettre à contribution les travailleurs, les retraités, les gens malades, les plus fragiles, en agitant le poids de

la dette comme un prétexte. C'est cela la guerre des classes, quand elle est menée par les plus riches.

J'en parlerai plus longuement demain en revenant sur ces questions, sur la vie chère, sur le prix de l'essence, sur les franchises médicales, sur le gel des retraites Et c'est là-dessus que nous devons faire notre rentrée en septembre 2026. J'espère que la réalité, le quotidien des Françaises et des Français va vite rattraper ce gouvernement et qu'il va nourrir les mobilisations à ce jour prévues.

Il faut que nous en soyons et que nous soyons présents le 7 septembre à Paris et devant les tribunaux de France pour exiger avec eux notre loi-cadre intégrale contre les violences sexistes et sexuelles faites aux femmes et aux enfants. Ne lâchons pas ce combat qui est monté avant l'été. Ce sujet va revenir à l'ordre du jour du Parlement au mois d'octobre.

Il faudra être présent le 15 septembre aux côtés des électriciens et des gaziers pour leur journée de grève et d'action. Être présent aussi le 15 septembre aux côtés des acteurs de la santé pour leur Journée nationale d'action. Être présent le 29 septembre aux côtés des agents de la fonction publique pour leur grève unitaire. Cette rentrée sociale doit être une occasion pour les communistes d'être présents partout et d'agir pour politiser les luttes.

C'est l'opportunité pour nous d'aller au contact et de convaincre beaucoup de nos concitoyennes, de nos concitoyens d'échanger avec eux, mais aussi de faire de la donnée, de prendre des coordonnées, des adresses mails, des numéros de téléphone. Il faut tisser un lien avec chacun et chacune d'entre eux. Ça peut être un moment fort de notre renforcement pour notre parti, comme ce le fut-il y a trois ans, à l'occasion du mouvement contre la réforme des retraites.

Cette rentrée est un moment clé pour faire valoir l'apport singulier du Parti communiste français dans le débat public et dans la capacité de la gauche à changer la vie et à rassembler une majorité de Françaises et de Français. C'est aussi un moment clé, ces luttes et cette rentrée pour déconstruire le discours de l'extrême droite en s'adressant à l'électorat populaire, au monde du travail, aux abstentionnistes et à toutes celles et ceux qui pourraient être désespérés de la gauche, mais qui n'ont pas abandonné pour autant ni leurs convictions, ni leurs espoirs de changement.

Et dans cet esprit de conquête plurielle, les communistes défendront leurs convictions, leur programme, leurs propositions, avec l'objectif de rassembler, de convaincre, de renforcer la gauche sans la diviser à l'occasion des élections présidentielles et législatives.

Le vote des militants qui aura lieu dans quinze jours est donc important, je l'ai dit en introduction, et une réunion à laquelle je participerai des secrétaires fédéraux aura lieu mardi 25 août au soir, pour faire un point d'étape sur l'organisation de ce scrutin.

Il va y avoir aussi la Fête de l'Huma, qui aura lieu à peine une semaine après le vote, et ce sera une occasion formidable de porter nos propositions, nos espoirs, nos ambitions auprès de ces centaines de milliers de participants. Nous aurons à cette occasion une affiche et un tract, et un questionnaire pour nous adresser aux participants de la fête avec un bulletin d'adhésion.

Nous avons travaillé durant cet été à cette affiche et à ce tract. J'aimerais, si c'est possible, pouvoir la présenter. Nous avons choisi un thème, un slogan pour illustrer et lancer cette campagne. En 2022, c'était « Les Jours heureux ». Nous proposons de mettre sur l'affiche un mot pour rassembler nos espoirs, nos combats. C'est vivre.

Vivre avec un point d'exclamation. Pour vivre ensemble. Pour vivre dignement. Pour vivre en paix. Pour vivre à égalité. C'est à partir de ce slogan et de cette affiche que nous souhaitons partir en campagne, présenter nos propositions pour plus de justice sociale, pour le climat, pour le travail, pour

les services publics, pour l'égalité femmes-hommes, pour l'égalité. Quelles que soient nos origines, notre genre ou notre religion.

Vivre, vivre, c'est aussi vivre en paix et en fraternité. Et je conclurai mon introduction sur ce sujet. J'y reviendrai plus longuement demain, parce que la séquence politique qui s'ouvre sera aussi l'occasion de mettre dans le débat public les grandes orientations diplomatiques de notre pays et le rôle que nous entendons, nous communistes, faire jouer à la France dans le grand concert des nations.

Et là aussi, le bilan des années Macron est tout simplement terrible. Il a non seulement déshonoré la voix de la France et affaibli sa sécurité ainsi que celle de l'Europe, mais il aura aussi contribué à délégitimer le droit international et les instances censées le faire respecter. Nous avons, nous, en ces domaines, une longue et riche expertise. Mettons-la au service de ces combats pour la paix, pour l'amitié et la coopération entre les peuples.

Voilà, mes camarades, les quelques mots que je souhaitais prononcer en ouverture de nos échanges et je m'arrête là pour ne pas être plus long. Merci.